

# A V I S

sur

- l'avant-projet de règlement grand-ducal déterminant le fonctionnement des classes d'enfants hospitalisés;
- l'avant-projet de règlement grand-ducal fixant les conditions et les modalités de l'affectation des instituteurs-ressources;
- l'avant-projet de règlement grand-ducal déterminant:
  1. les programmes ainsi que les modalités des épreuves des formations théorique et pratique sanctionnées par le certificat de formation des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants pour l'enseignement fondamental;
  2. les indemnités
    - a) des formateurs intervenant dans le cadre de la formation sanctionnée par le certificat de formation;
    - b) des membres du jury d'examen

Par dépêches du 26 mars 2009, Madame le Ministre de l'éducation nationale et de la formation professionnelle a demandé, "*pour le 27 avril 2009 au plus tard*", l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur les avant-projets de règlements grand-ducaux spécifiés à l'intitulé.

Tandis que les deux premiers textes sous avis sont proposés en exécution de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, le troisième a pour base légale l'article 21 de la loi du même jour concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

**Avant-projet de règlement grand-ducal déterminant le fonctionnement des classes d'enfants hospitalisés**

Le droit à une formation scolaire, garanti à tout enfant en vertu de l'article 2 de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire, concerne également les enfants atteints de troubles de santé. Partant, le suivi scolaire des enfants en traitement médical et dont la scolarité se trouve interrompue par une maladie ou un accident sur une période plus longue doit être assuré. Le texte sous avis a pour objet, d'une part, de réglementer le fonctionnement des classes spé-

cialisées de l'enseignement fondamental qui prennent en charge les enfants hospitalisés. Cette régularisation s'impose d'autant plus que de telles classes fonctionnent déjà depuis longtemps au sein du Centre Hospitalier de Luxembourg. D'autre part, l'avant-projet repris à l'intitulé se propose de régler les modalités d'affectation des instituteurs à ces classes.

Étant donné que la nature et l'évolution des maladies ainsi que le déroulement de la convalescence se distinguent d'un patient à l'autre, la Chambre des fonctionnaires et employés publics approuve que l'organisation des classes susmentionnées se présente de façon flexible, de sorte qu'une scolarité adaptée à l'état de santé de chaque enfant puisse être assurée dans la mesure du possible. Ainsi, l'enseignement peut se faire individuellement ou en groupes dans des salles équipées à ces fins. Le cas échéant, une prise en charge scolaire au domicile de l'enfant est également possible.

Pour coordonner la continuité des apprentissages et assurer une réinsertion sans trop de difficultés dans le système scolaire normal après l'hospitalisation de l'enfant, il est indispensable de maintenir un lien solide avec l'établissement scolaire d'origine. Dès lors, la concertation et la collaboration entre les titulaires de classes d'enfants hospitalisés et les titulaires des classes d'attache revêtent une importance capitale. En ce qui concerne l'établissement d'un programme scolaire individualisé pour chaque enfant, la Chambre tient à souligner que l'établissement d'un tel plan éducatif doit être subordonné aux priorités du traitement médical. Par conséquent, le rythme des interventions pédagogiques doit être fixé par l'enseignant en fonction des possibilités de travail de l'élève et en tenant compte des recommandations des équipes médicales qui assurent le traitement de l'enfant.

Concernant l'affectation des instituteurs aux postes des classes pour enfants hospitalisés, la Chambre des fonctionnaires et employés publics déplore que le texte sous avis manque de précisions quant aux modalités qui doivent régler la question. Tout en estimant que la prise en charge scolaire d'enfants qui sont souvent atteints de maladies chroniques ou évolutives longues et pénibles demande des compétences professionnelles très développées sur les plans tant pédagogique que psychologique, la Chambre est d'avis que ce tra-

vail exigeant devrait être réservé à des enseignants pouvant se prévaloir d'une expérience professionnelle de plusieurs années. Par tant, la publication des postes en question ne devrait se faire que sur la première liste réservée aux réaffectations du personnel en service. La Chambre approuve que la décision d'affectation soit prise par le Ministre de l'éducation nationale et de la formation professionnelle au vu des dossiers de candidature, en donnant la priorité aux candidats pouvant se prévaloir d'une formation spéciale dans la prise en charge scolaire d'enfants hospitalisés.

### **Avant-projet de règlement grand-ducal fixant les conditions et les modalités de l'affectation des instituteurs-ressources**

L'organisation de l'enseignement fondamental en cycles d'apprentissage, la préconisation du travail en équipe avec comme corollaire la mise en place d'équipes pédagogiques, l'enseignement basé sur une approche par compétences et les nouvelles formes d'évaluation qui en résultent, l'élaboration de plans de réussite scolaire, une différenciation accrue de l'action pédagogique ne constituent que quelques enjeux de taille auxquels l'école luxembourgeoise se trouve confrontée après le vote des lois du 6 février 2009 concernant l'enseignement fondamental. Ces défis imposent à la plupart des enseignants un effort sérieux en vue de l'adaptation de leurs compétences professionnelles aux exigences de la réforme. L'accompagnement et la formation des enseignants sur le terrain prennent donc toute leur importance. La loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental prévoit la mise en place d'instituteurs-ressources qui, sous l'autorité de l'inspecteur général, interviennent au niveau des écoles afin d'accompagner les équipes pédagogiques dans leurs démarches de réforme. Suivant leur degré d'engagement en tant qu'instituteur-ressource, ils bénéficient d'une décharge partielle ou totale de leur tâche d'enseignement. Dans un souci d'équité, la Chambre des fonctionnaires et employés publics demande que l'on précise les critères déterminant le volume de décharges accordées pour les missions assumées dans le cadre de la fonction d'instituteur-ressource.

L'avant-projet sous avis a pour objet de fixer les missions des instituteurs-ressources et de préciser les conditions et les modalités de leur affectation au collège des inspecteurs.

Tout en saluant que les attributions des instituteurs-ressources se limitent à des missions purement pédagogiques exercées par le biais d'un ressourcement par les pairs, la Chambre des fonctionnaires et employés publics approuve que les instituteurs-ressources ne disposent d'aucun pouvoir hiérarchique sur les instituteurs qu'ils accompagnent. Considérant qu'ils ne peuvent être tenus de seconder l'inspecteur dans son rôle de surveillance et de contrôle, il sera possible d'instaurer un véritable climat de confiance entre les instituteurs-ressources et les collègues qu'ils conseillent. Ce climat est en effet absolument indispensable pour assister les écoles ou les enseignants dans la mise en œuvre de pratiques pédagogiques innovantes, dans l'optimisation de l'organisation des cycles d'apprentissage ainsi que dans l'établissement de projets de formation continue.

En ce qui concerne les conditions imposées pour pouvoir bénéficier d'une affectation en tant qu'instituteur-ressource, la Chambre des fonctionnaires et employés publics estime que les trois années d'expérience professionnelle comme instituteur, telles que requises par l'article 2 du texte sous avis, ne suffisent pas pour pouvoir conseiller de façon utile les instituteurs et les écoles. Elle préconise en conséquence que les candidats à ces postes doivent être nommés à une fonction d'instituteur depuis au moins cinq ans. Il va de soi que les candidats devront pouvoir se prévaloir de formations supplémentaires dans le domaine de la formation des adultes et dans des domaines spécifiques de l'enseignement dans lesquels ils seront amenés à prodiguer leurs conseils.

Aux termes de l'article 3, *"les inspecteurs d'arrondissement signalent annuellement à l'inspecteur général avant le 15 avril les besoins en matière d'accompagnement pédagogique des écoles"*. Dans ce contexte, la Chambre souligne que, selon l'article 64 de la loi précitée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, la demande de mise à disposition d'instituteurs-ressources dans le cadre de la mise en œuvre du plan de réussite scolaire peut également émaner des équipes pédagogiques.

L'article 6 prévoit que, "*en cas de cessation de son mandat d'instituteur-ressource, l'instituteur est réaffecté à son poste d'origine*". Étant donné que, d'après l'article 9 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, "*tout poste d'instituteur vacant auquel aucun instituteur n'a pu être affecté devra être déclaré vacant sur la première liste des postes vacants de l'année scolaire subséquente*", la Chambre des fonctionnaires et employés publics se demande comment l'instituteur-ressource pourra être réaffecté à son poste d'origine pour le cas où ce dernier aurait été occupé entre-temps par un autre instituteur.

**Avant-projet de règlement grand-ducal déterminant:**

1. **les programmes ainsi que les modalités des épreuves des formations théorique et pratique sanctionnées par le certificat de formation des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants pour l'enseignement fondamental;**
2. **les indemnités**
  - a) **des formateurs intervenant dans le cadre de la formation sanctionnée par le certificat de formation;**
  - b) **des membres du jury d'examen**

Selon la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, les chargés de cours engagés à durée déterminée et à tâche complète ou partielle pour une année scolaire au minimum dans la réserve de suppléants ont la possibilité de suivre une formation en cours d'emploi qui sera sanctionnée par un certificat de formation.

L'avant-projet de règlement grand-ducal sous avis a pour objet de préciser les changements relatifs à l'admission à la formation des chargés de cours susmentionnés et d'adapter les programmes et les modalités des épreuves sanctionnant la nouvelle formation aux dispositions de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

En ce qui concerne les programmes et les modalités des épreuves des formations théorique et pratique sanctionnées par le certificat de formation pour les chargés de cours, membres de la réserve de suppléants, la Chambre des fonctionnaires et employés publics

constate que les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 déterminant, entre autres, les programmes ainsi que les modalités des épreuves de la formation sanctionnée par l'attestation d'admissibilité à la réserve de suppléants pour l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire ont été adaptées à la nouvelle situation. La nouvelle formation aboutit dorénavant au certificat de formation qui habilite son détenteur à procéder à des remplacements dans les quatre cycles de l'enseignement fondamental. Pour sa partie théorique, elle comporte, comme par le passé, 120 heures de cours théoriques, à savoir trente heures de cours sur la pédagogie générale et la psychologie de l'enfance ainsi que quatre-vingt-dix heures de cours portant sur la pédagogie et la didactique des domaines de développement et d'apprentissage de l'enseignement fondamental. Tout en constatant que la formation offerte s'oriente d'après les nouvelles dispositions introduites par les lois sur l'enseignement fondamental, la Chambre approuve que les cours théoriques tiennent compte de l'approche par compétences, de l'organisation de l'enseignement en cycles d'apprentissage et des méthodes d'évaluation au service des apprentissages. Cette formation théorique est complétée par une formation pratique qui se déroule dans chacun des quatre cycles de l'enseignement fondamental et dont la durée totale correspond à vingt-quatre semaines. La Chambre des fonctionnaires et employés salue que la préparation détaillée d'une leçon par semaine a été remplacée par la constitution d'un portfolio relatif aux apprentissages du candidat portant sur la pédagogie générale et la psychologie de l'enfance.

Alors que le nombre des épreuves sanctionnant la formation théorique reste inchangé, la Chambre s'étonne que le nombre des épreuves sanctionnant la formation pratique a été ramené à deux au lieu des trois épreuves prévues par le règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 susmentionné!

Par ailleurs, les candidats peuvent bénéficier, aux termes de l'article 2 de l'avant-projet sous avis, de dispenses "*pour la fréquentation des cours, ainsi que pour les épreuves y relatives*". De même, le texte prévoit "*une épreuve supplémentaire*" à l'égard de ceux d'entre eux qui auraient une "*note insuffisante relative à un élément ou une épreuve de la formation théorique*". Sans vouloir s'opposer à une quelconque de ces dispositions, la Chambre des fonctionnaires

et employés publics se doit de signaler que le règlement grand-ducal du 9 mars 2009 déterminant les modalités du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental ne prévoit aucune de ces facilités au profit des candidats-instituteurs.

Sous la réserve des observations et propositions qui précèdent, la Chambre des fonctionnaires et employés publics se déclare d'accord avec les avant-projets sous avis.

*(Avis émis conformément aux dispositions de l'article 3, alinéa 2, du règlement d'ordre interne de la Chambre des fonctionnaires et employés publics).*

Luxembourg, le 28 avril 2009.

Le Directeur,

G. MULLER

Le Président,

E. HAAG